



Vivre et faire vivre la démocratie par une citoyenneté active

Vivre et faire vivre la démocratie est indispensable, mais cela ne va pas de soi

Populismes, brutalité des débats, fake news, discrédit des politiques, individualisme, repli et désengagement sont des symptômes du recul de la démocratie. Les causes sont multiples, notamment :

- accroissement des inégalités, précarité économique, sentiment d'être exclus ou méprisés, rendent plus difficile l'exercice de la citoyenneté;
- exacerbation des tensions par les algorithmes des réseaux sociaux et par certains médias;
- intelligence artificielle pouvant limiter la légitimité de décisions et la crédibilité de l'information;
- manque de dialogue dans l'espace public, et passivité citoyenne;
- éloignement des lieux de décision dans notre pays très centralisé et jacobin.

Par contre, nombre de nos concitoyens s'impliquent dans les débats pour mener à bien projets et réalisations, à tous niveaux, dans les associations, syndicats, partis.

La politique : plus haute forme de charité

Le Concile Vatican II (prolongeant St. Thomas d'Aquin) a rappelé l'importance de promouvoir le **bien commun** qui découle de la **dignité de la personne humaine**. « *Pour y parvenir, il faut travailler au renouvellement des mentalités et entreprendre de vastes transformations sociales* »(1).

Cette vision a été complétée par le pape François lorsqu'il alerte sur l'urgence et souligne qu'« *une vraie **approche écologique** se transforme toujours en une **approche sociale**, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter **tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres*** »(2)

La passivité n'est pas de mise. « ***Les structures d'injustice doivent être reconnues et détruites par la force du bien, par un changement de mentalités, mais aussi, avec l'aide des sciences et de la technique, par le développement de politiques efficaces pour la transformation de la société*** »(3). Cette récente exhortation de Léon XIV fait ainsi écho à la formule de Pie XI qui considérait la politique comme la « **plus haute forme de charité** »(4).

Ces références de la pensée sociale chrétienne affirmées par la doctrine sociale de l'Église se sont au cours du temps enrichies de l'expérience. Elles constituent des critères pour guider nos analyses, réflexions et actions.

Avec les principes de **solidarité** et de **subsidiarité**, elles nous conduisent à nous engager dans la vie, économique, sociale, politique :

- **pour porter une attention prioritaire aux pauvres et aux exclus,**
 - **pour combattre la xénophobie, la dénonciation de l'étranger comme bouc émissaire, le repli nationaliste,**
- en veillant à ce que débats et mises en œuvre s'effectuent au plus près de ceux qui sont les premiers concernés.**

Vouloir une citoyenneté active

La vie démocratique n'est pas spontanée. Elle suppose une attitude de service, notre engagement personnel, l'engagement de nos mouvements, l'implication de tous en confortant associations, syndicats et partis.

Interrogeons-nous, interrogeons les programmes, les candidats, les élus.

Quels projets, quelles initiatives concrètes pour :

- **disposer d'une information** libre et vérifiée ainsi que d'outils d'analyses ;
- **écouter les demandes, susciter l'expression des besoins, accepter les conflits, faciliter le dialogue,** (avec le respect des points de vue et des minorités ; du temps et des lieux à taille humaine pour la discussion ; des débats intergénérationnels, la recherche de compromis) ;
- **rechercher la clarté** en évitant les simplifications démagogiques et distinguer ce qui relève des valeurs, de l'analyse, de l'opinion ;
- **soutenir l'apprentissage de la démocratie** à tout âge par son exercice concret.

1. Concile Vatican II, 1965, constitution pastorale sur l'Église dans le monde de ce temps *Gaudium et Spes* n°26.

2. François, 2015, encyclique *Laudato si'* n°49.

3. Léon XIV, 2025, exhortation apostolique *Dilexi te* n°97.

4. Pie XI, 1927, aux dirigeants de la Fédération universitaire catholique.

Quelles propositions pour favoriser les échanges et débats :

- impliquer les citoyens dès le début des projets et pas seulement pour la réalisation finale;
- combiner démocratie participative (individus, associations, ...) et représentative (partis politiques), en permanence et pas seulement en période électorale ;
- identifier les lieux pertinents pour le débat, la décision, la mise en œuvre, gérer au plus près de ceux qui sont concernés ;
- développer la démocratie non seulement dans la cité, mais aussi sur le lieu de travail (rôles des instances représentatives des salariés, syndicats).

Agir pour le bien commun

Quels changements sont-ils nécessaires ? Comment sont-ils réalisables ? De nombreux débats associatifs, syndicaux, politiques posent ces questions. Discerner les enjeux et choisir des priorités.

Ce sont des questions pour tous, citoyens, candidats aux diverses élections, élus tout au long des mandatures.

Comment agir, avec d'autres, pour:

- **lutter contre les exclusions :**
Inégalités, alimentation, logement et urbanisme, ...
- **garantir des services publics financièrement accessibles :**
Santé, transports, sécurité publique, poste, eau, services sociaux, structures d'accueil des personnes âgées, ...
- **préserver l'environnement et limiter le dérèglement climatique :**
Agriculture, produits sains, isolation, production d'énergie,
- **développer l'emploi et l'économie :**
Tissu d'activités économiques, exode rural, entrepreneuriat, bassins d'emploi, aides aux chômeurs, ...
- **soutenir les efforts d'éducation et de culture :**
Enseignement, bibliothèques, MJC, centres sociaux, tiers-lieux, , associations culturelles et d'éducation populaire, ...
- **favoriser la participation et la confiance :**
Implication des citoyens, soutien aux associations, responsabilité et transparence de la gestion publique, justice fiscale, consentement à l'impôt, ...
- **s'ouvrir à l'Europe et au monde :**
 - concitoyens européens (candidats et électeurs lors des municipales), ...
 - jumelages, échanges scolaires, Erasmus, ...
 - accueil des migrants ici et en Europe, intégration, solidarité internationale, développement des pays du Sud, ...

Les compétences (voir annexe) reconnues aux communes, intercommunalités, métropoles ou départements, régions sont différentes, mais réflexions et actions locales se prolongent par les développements aux plans national, européen et international.

Tout ne peut être résolu au plan local. Les municipalités sont des acteurs essentiels, proches des problèmes. En travaillant avec les autres acteurs, elles peuvent contribuer à la recherche et à la mise en œuvre de solutions.

Interrogeons-nous. Informons-nous.

Interrogeons les candidats sur leurs projets, veillons aux réalisations par les élus.

Votons et encourageons nos proches, amis, voisins, collègues à voter.

Contribuons par nos engagements au progrès du bien commun.

Des choix qui sont effectués dépendent les possibilités de mieux vivre ensemble, de renforcer le lien social et de contribuer à davantage de justice dans le monde.